

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements

Avant propos

Introduction.....	1
Partie I : Contexte global et état de la pauvreté à Madagascar.....	3
Chapitre I : Généralités sur la pauvreté.....	5
Section 1 : Définitions et indicateurs de la pauvreté	5
1.1 : Définitions de la pauvreté.....	5
1.2 : Indicateurs de la pauvreté.....	7
Section 2 : Profil de la pauvreté.....	9
2-1 : Dénouement en terme de revenu.....	9
2-2 : Dénouement en terme de développement social.....	11
Chapitre II: La situation de Madagascar à travers le développement humain.....	14
Section 1 : Données géographiques, situation démographique, potentialité économique	14
1.1 : Données géographiques.....	14
1.2 : Situations démographiques.....	15
1.3 : Potentialités économiques	16
Section 2 : Pauvreté et développement humain à Madagascar	17
2-1 : Niveau de pauvreté vu sous l'angle revenu.....	17
2-2 : Tendances du développements humains	21
Chapitre III : La lutte contre la pauvreté à Madagascar	23
Section 1: Les acteurs principaux et leurs rôles respectifs dans la lutte contre la Pauvreté.....	23
1.1 : Bailleurs de Fonds	23
1.2 : Gouvernement.....	24
1.3 : Société civile	25
1.4 : Pauvres.....	25
Section 2 : Les stratégies mises en œuvre en vue de la réduction de la pauvreté.....	26
2-1 : PNARS.....	26
2-2 : PAIGEP.....	31
2-3 : SNLCP.....	33

2-4 : DSRP	34
2-5 : MAP.....	34
Partie II : Les processus participatifs impliquant les acteurs dans la lutte	
contre la pauvreté	36
Chapitre I : Les orientations de la lutte contre la pauvreté.....	37
Section 1 : Caractéristiques de la stratégie	37
Section 2 : Les axes stratégiques et les domaines d'intervention	38
2-1 : Présentation globale des axes stratégiques	39
2-2 : Domaines d'intervention	39
Chapitre II : Analyse critique et suggestions de la stratégie de lutte contre la	
pauvreté.....	42
Section 1 : Réalisation de la stratégie	42
1.1 : Problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la stratégie	42
1.2 : Impacts de la stratégies.....	48
Section 2 : Recommandations pour réduire la pauvreté	49
2-1 : Cadre de gouvernance	49
2-2 : Recherche de la croissance économique	50
2-3 : Amélioration du bien être.....	51
Conclusion	53
Annexe	
Liste des abréviations	
Bibliographie	

REMERCIEMENTS

- Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers notre Seigneur qui, de sa bienveillance nous a permis la réalisation de ce mémoire.
- Nous exprimons aussi notre haute considération à Madame RAJAOSON Lalao pour l'intérêt qu'elle a porté à ce mémoire, et pour ses bienveillants conseils et critiques.
- Nos vifs remerciements vont aussi à nos familles et tous ceux qui de près ou de loin, ont contribué à l'élaboration de ce travail.

AVANT PROPOS

Partout dans le monde, nous entendons l'existence du phénomène de la pauvreté, encore que l'ampleur varie dans le temps et dans l'espace. Dans un pays en développement comme Madagascar, la proportion de la population vivant en dessous de seuil de la pauvreté est très significative. Pour remédier à ce problème grave que les pays les plus pauvres et les moins avancés ont subi, une stratégie de lutte contre la pauvreté a été adoptée.

Ce présent travail nous montre la manière dont les différents acteurs s'engagent afin de participer à la lutte contre la pauvreté.

INTRODUCTION

Dans le monde entier, la pauvreté c'est le synonyme de dénuement : les pauvres ne sont pas en bonne santé, ils sont mal nourris, mal logés, peu instruits et sont privés d'un minimum de confort¹. Au quotidien, ces multiples privations sont aussi intenses que douloureuses. Et il peut sembler à ceux qui vivent dans la misère qu'ils ne connaîtront jamais une autre vie que la pauvreté. Cette pauvreté peut se classer sous deux formes : revenu et social qui aggravent le dénuement dans lequel vivent les pauvres. Par ailleurs le phénomène de la pauvreté est un problème qui touche autant les pays développés que les pays en développement, encore que l'ampleur, la gravité et les caractéristiques de ce phénomène varient énormément d'une région à l'autre et à l'intérieur même des régions.

En ce qui concerne Madagascar, la Grande Ile figure parmi les pays les plus pauvres du monde² et une grande majorité de sa population est pauvre et n'a cessé de progresser et de s'accélérer. Vu l'ampleur de la pauvreté à Madagascar, la réduction de la pauvreté elle-même constitue l'un des principaux défis à relever par chacun d'entre nous à l'aube de ce 21^{ème} siècle.

Dans le but d'améliorer le niveau de vie de la population malgache, les dirigeants ont déjà adopté dans le passé différents programmes. Cependant jusqu'à maintenant, le nombre de la population vivant dans la pauvreté a augmenté jusqu'à atteindre presque la moitié de la population. Face à cette situation, les dirigeants ne peuvent que constater l'échec de programme. D'où l'engagement de Madagascar dans la lutte contre la pauvreté. Il est vrai que de nombreuses stratégies ont été mises en œuvre mais serait difficile de réduire la pauvreté sans un processus participatif impliquant les bailleurs de fonds, le gouvernement, la société civile, les pauvres eux-même. En d'autres termes comment va se traduire dans le cas de Madagascar cet engagement commun dans la lutte contre la pauvreté.

En menant cette recherche, nous avons rencontrés de nombreuses difficultés dans la collecte des données, des ouvrages et documents. La réalisation de ce travail a été également rendu possible grâce aux questionnaires et aux interviews de responsables concernés par ce thème.

¹ Banque mondiale "Evaluation de la pauvreté" Tome 1

² PNUD et INSTAT "Tableau de bord social"

Ce travail qui comporte deux parties nous permettra d'approcher notre connaissance de la pauvreté et surtout de prendre conscience de l'obligation et du devoir de tous de s'engager dans cette immense tâche.

La 1^{ère} partie examine le contexte global et l'état de la pauvreté à Madagascar ; ensuite la 2^{ème} partie portera sur le processus participatif impliquant les acteurs dans la lutte contre la pauvreté à Madagascar.

Partie I :
Contexte global et état de la pauvreté à
Madagascar

La pauvreté n'est pas un phénomène nouveau Depuis toujours ce phénomène de la pauvreté est un problème qui touche autant les pays développés que les pays en développement. Mais la gravité de la situation est différente. Elle est très remarquée dans le pays en développement.

Actuellement, la pauvreté constitue u défi à relever par tout le monde. En effet, l'amélioration de la pauvreté devient un objectif prioritaire des nationalités et une obligation morale de chacun d'entre- nous.

Dans cette première partie, nous allons dégager successivement trois chapitres. D'abord les généralités sur la pauvreté, ensuite la situation de Madagascar à travers le développement humain et enfin la lutte contre la pauvreté à Madagascar.

CHAPITRE I : GENERALITES SUR LA PAUVRETE

Le phénomène de la pauvreté se caractérise en général par des multiples privations intenses et douloureuse au quotidien de certains besoins. Il peut sembler à ceux qui vivent dans la misère qu'ils ne connaîtront jamais autre vie que la pauvreté. Naturellement, nous pouvons discuter sur les définitions et les indicateurs de la pauvreté. Que ce soit dans les pays développés que dans l'Afrique Subsaharienne et surtout à Madagascar, la pauvreté est un phénomène économique ou social. Ainsi après avoir défini ce qu'on appelle pauvreté et avoir énuméré les différents indicateurs de la pauvreté, nous présenterons directement le profil de la pauvreté.

Section 1 : Définitions et indicateurs de la pauvreté

1.1 Définitions de la pauvreté

Les normes internationales définissent les pauvres comme étant les individus dont les ressources (ex : revenu) sont insuffisantes pour consommer en plus des éléments non alimentaires indispensables (ex : vêtement) et la ration alimentaire de 2133 calories par jour est minimum censé être nécessaire pour entretenir une vie normale et active.

Seuil de pauvreté

C'est une limite en dessous de laquelle un individu est considéré comme pauvre. Ainsi l'établissement du seuil de la pauvreté c'est de déterminer les individus comme pauvres ou non.

Les seuils de pauvreté sont classés selon le concept absolu ou relatif ou encore relevant la subjectivité de l'individu concerné.

1.1.1 Pauvreté objective

La définition du seuil de pauvreté peut avoir recours à une approche absolue où nous nous intéressons à des situations sur lesquelles les individus n'ont pas assez de ressources pour satisfaire leur besoin physiologique. Dans cette approche dite absolue, la pauvreté est définie en terme de subsistance. Dans l'étude, cette même approche met l'accent sur les besoins alimentaires minéraux c'est-à-dire calories indispensables à la survie. La pauvreté objective est définie par rapport à la situation socio-économique et culturelle de la situation où nous faisons l'étude. Les variables utilisées sont les ressources et les dépenses.

1.1.2 Pauvreté relative

Il s'agit d'une approche absolue. Cette notion de pauvreté relative est souvent utilisée dans les pays développés (ex la France) pour identifier les pauvres et les non pauvres.

Cette pauvreté relative permet de définir la pauvreté correspondante selon les conditions de vie de la population d'un pays donné à une période déterminée. Cette fois ci les variables utilisées sont à la fois monétaires et non monétaires.

Cette propriété, qui met l'accent sur le niveau de vie globale de la population, est une question liée à la distribution de ressources à l'intérieur du pays.

1.1.3 Pauvreté subjective

Par opposition à la pauvreté objective, il existe une approche subjective pour identifier les pauvres. Cette approche consiste à déterminer le degré d'évaluation de satisfaction des différents besoins. Mais pour ce faire, nous faisons appel à une technique d'enquête pour collecter les informations permettant de montrer les opinions et les perceptions de pays interrogés sur leur condition de vie.

Remarques

Pour pouvoir identifier la pauvreté absolue, il y a trois méthodes :

- méthode de coût de besoins de base
- méthode de l'équilibre calorique
- méthode de part alimentaire
- ➔ Pour la première méthode, la pauvreté est définie par un seuil correspondant au coût de ration alimentaire auquel s'ajoute les autres besoins essentiel non alimentaires (le calcul de coût de ration de base nécessite un regroupement de population selon la classe d'âge, de poids, le sexe, le milieu d'habitation)
- ➔ Pour la deuxième méthode, l'accent est mis sur la dépense de consommation journalière permettant à une personne seule d'avoir une ration alimentaire nécessaire pour satisfaire les besoins en catégorie pré-déterminé par le spécialiste.
- ➔ Pour la troisième méthode, il s'agit de calculer la proportion de revenu d'un ménage ou d'un individu affecté à l'achat de quantité de biens alimentaires essentiels.

1.2 Indicateurs de la pauvreté

Pour pouvoir mesurer la gravité ou non de la pauvreté, nous avons un outil très efficace que nous appelons l'indicateur de développement humain (IDH). Le principal indicateur de la pauvreté est l'IDH. Le développement humain se définit comme un processus d'élargissement des possibilités de choix de personnes en vue de la satisfaction de leur besoin, de manière soutenue et durable.

Le tableau ci-dessous nous permet de montrer le classement des pays selon l'IDH calculé dans le Rapport Mondial de Développement Humain (RMDH) 2003.

Tableau I : Classement des pays selon l'IDH calculé dans le RMDH 2003

Pays	IDH (2001)	Rang/IDH	PIB réel / habs PPA
Norvège	0,944	1	29620
Islande	0,942	2	29990
Suède	0,941	3	24180
Madagascar	0,468	149	930
Bourkina Faso	0,330	173	1120
Niger	0,292	174	890
Sierra Leone	0,275	175	470
Monde entier	0,722		7376
OCDE	0,905		23363
Afrique Subsaharienne	0,468		1831
Pays moins Avancés	0,448		1274

Source : Rapport Mondial de développement humain 2003 PNUD

A travers ce tableau, nous pouvons constater que l'IDH dans le monde entier est de 0,7222. Ce qui veut dire que le phénomène de la pauvreté est là mais pas assez terrible que nous voyons dans les pays moins avancés (IDH = 0,448).

Ce tableau nous permet aussi de dire que l'IDH permet de classer les pays selon leur niveau de développement humain.

L'indicateur de développement humain (IDH) peut se subdiviser en trois grands indicateurs :

- Indicateurs de revenu

- Indicateur d'éducation
- Indicateur de santé
- * Indicateur de revenu

Pour ce type d'indicateur, nous pouvons prendre comme exemple le produit Intérieur Brut (PIB) par habitant en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA).

PPA : Taux de change destiné à neutraliser les différences de prix entre pays afin de permettre les comparaisons internationales de la production et de revenu en terme réel.

PIB : L'utilisation du taux de change officiel pour convertir en dollar des Etats-Unis les chiffres exprimés en monnaie nationale ne permet pas de mesurer le pouvoir d'achat intérieur relatif des monnaies.

- * Indicateur d'éducation

En ce qui concerne cet indicateur ; il peut être représenté par deux sous-indicateurs :

- population non instruite : est considérée comme non instruit tout individu qui n'a pas terminé le cycle d'enseignement primaire, et / ou ayant affirmé ne savoir ni lire ni écrire ;
- Taux d'analphabétisme (adulte) : pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus qui peuvent, en le comprennent, lire et écrire un texte simple et court sur la vie quotidienne.

- * Indicateur de santé

Pour mieux identifier cet indicateur, nous pouvons prendre comme exemple le taux brut de mortalité, le taux brut de natalité :

- taux brut de mortalité : nombre annuel de décès pour 1000 habitants ;
- taux brut de natalité : nombre annuel de naissance pour 1000 habitants

Outre l'IDH, il y a aussi deux autres indicateurs ;

- ISDH : indicateur Sexospécifique de Développement Humain ;

- IPF : Indicateur de participation de femmes.

ISDH présente l'écart entre les sexes que ce soit en terme de scolarisation que dans le revenu et santé.

Si ISDH = IDH : il n'y a pas de discrimination entre homme et femme du point de vue des 3 composantes de l'indicateur de développement humain.

Section 2 : Profil de la pauvreté

Cette présente section permet de nous guider à savoir d'une façon plus générale de l'ampleur de la pauvreté dans le monde. Actuellement la pauvreté reste un problème mondial de proportion colossale. La pauvreté vue sous l'angle revenu et la pauvreté vue sous l'angle développement social.

2.1. Dénueement en terme de revenu

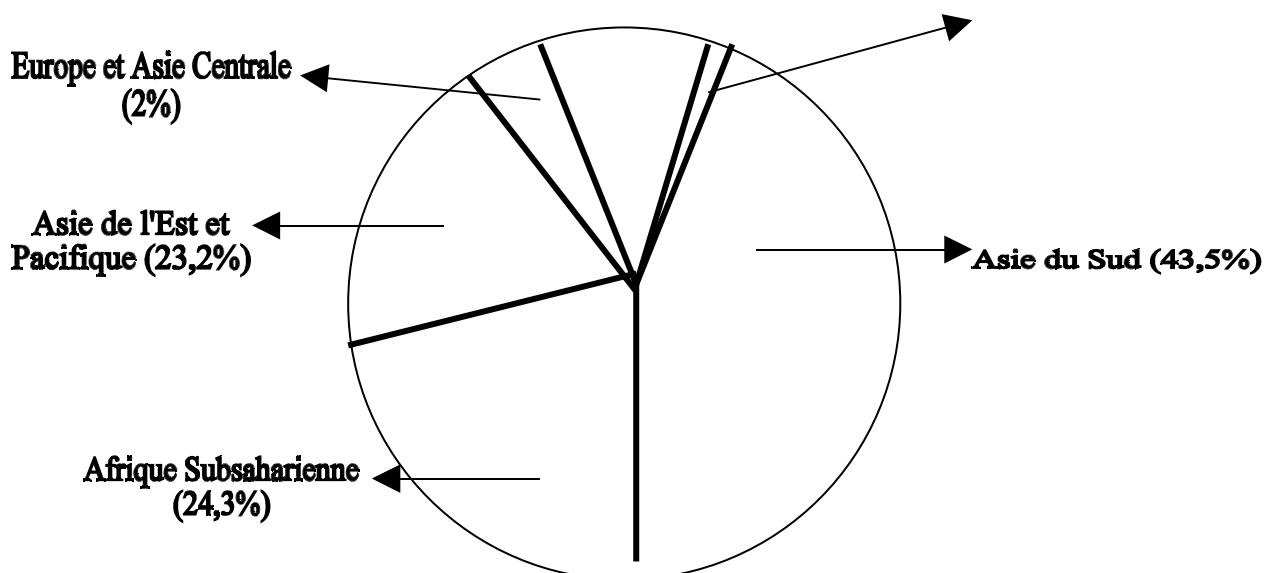
Jusqu'à aujourd'hui, la pauvreté reste un problème mondial. D'après la Banque Mondiale 1/4³ de la population mondiale vivait en dessous du seuil de la pauvreté de un dollar des Etats-Unis. Cependant, il est à noter que la gravité de cette pauvreté varie d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre et du groupe socio-économique et aussi le genre. Le graphe ci contre nous permet de voir la répartition de la population vivant avec moins de 1\$ des Etats-Unis par jour en 1998.

Graphe 1 : La répartition de la population vivant avec moins de 1\$/jour en 1998

**Amérique Latine et Caraïbes
(6,5%)**

**Moyen Orient et Afrique
du Nord (0,5%)**

³ rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 "Banque Mondiale"



Source : Banque Mondiale 2000

Le nombre total de la population mondiale présentée sur ce graphe est de 1,2 milliard.

Ce graphe nous permet de constater que le 43,5% de la population mondiale vivant avec moins de 1\$ se trouvent dans l'Asie du Sud. Par contre 0,5% de la population pauvres dans le monde se trouve en Moyen Orient et en Afrique du Nord. L'Afrique Subsaharienne figure au 2^{ème} rang avant le dernier : soit de l'ordre de 24,3%. Dans le pays développé comme Europe et Asie Centrale, seulement 2% de la population considérée comme pauvre vivent en dessous du seuil de pauvreté de 1\$/jour, se sont regroupés dans ce pays.

Ce graphe nous permet également de dire que dans les pays considérés comme développés (ex Moyen Orient et Afrique du Nord), l'incidence de la pauvreté est presque négligeable face à ceux considérés comme pays en développement (ex Asie du Sud et Afrique Subsaharienne).

Même au niveau d'un pays, la pauvreté ne se présente pas de la même manière. En d'autres termes, la gravité de la pauvreté varie selon le lieu de résidence, l'emploi et le revenu de la majeure partie des pauvres en zones rurales reste fortement tributaire du secteur agricole. Toutefois, dans certains pays, les pauvres des zones rurales sont essentiellement des petits agriculteurs alors que d'autres, la principale source de revenu est le revenu du travail. Plus précisément, le revenu est plus éloigné du seuil de pauvreté que ceux qui vivent dans les milieux urbains. En effet les ménages qui vivent dans les zones urbaines ont une vie plus décente que par rapport aux ménages qui vivent dans les zones rurales.

L'ampleur de la pauvreté ne varie seulement pas d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre mais également d'un groupe socio-économique et aussi en fonction du genre. En général, la catégorie socio-économique du chef de ménage détermine le niveau de pauvreté vis-à-vis de la pauvreté « sous l'angle revenu ». on peut constater par nous même que les ménages dont le chef de famille exerce comme activité principale l'agriculture (c'est-à-dire petits exploitants agricoles) sont dans la majorité des cas, les plus pauvres.

En ce qui concerne le genre, beaucoup de ménages sont dirigés par des femmes. Et il est important de souligner que les ménages dirigés par les femmes sont très fréquemment plus pauvres que ceux dirigés par les hommes.

2.2 Dénouement en terme de développement social

Le seuil en terme de pauvreté monétaire peut masquer les conditions de dénuement dans lesquelles vit une proportion des populations. Cependant le revenu monétaire ne peut pas s'interpréter comme la totalité du dénuement. Pour pouvoir mesurer l'ampleur de la pauvreté, le concept de la pauvreté humaine vient d'être adopté. Ce concept nous permet de comprendre que la pauvreté ne se limite pas à l'absence de revenu.

PNUD a introduit en 1997 l'indicateur de pauvreté humaine (IPH) dans le but de mieux comprendre le dénuement des populations. L'IPH explique les déficits dans trois domaines essentiels dans la vie humaine tels que l'espérance de vie, le savoir, le niveau de vie. Ces trois indices sont représentées respectivement par le pourcentage de l'individu risquant de mourir avant un certain âge (ex l'espérance de vie est de 40 ans) ; le pourcentage d'adultes analphabètes et l'accès au service de santé et à l'eau potable, et le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans victimes de la malnutrition.

➔ La pauvreté en terme de savoir et de connaissances

L'analphabétisme constitue un handicap qui nous prive de la connaissance. De plus il laisse celui qui est victime du monde de lecture et des communications. L'idée qui nous vient tout de suite dans l'esprit quand on parle de la pauvreté c'est le nombre des adultes qui ne savent ni lire, ni écrire. Tout comme dans la pauvreté en terme de revenu, l'analphabétisme varie d'une région à l'autre et de groupe socio-économique à l'autre.

Le pourcentage des personnes analphabètes est plus élevé dans le milieu rural que le milieu urbain. De plus l'incidence de l'analphabétisme est très remarquable chez les démunis que chez les nantis.

D'un autre côté, les femmes restent plus désavantagées que les hommes. En Asie du Sud par exemple, le nombre d'années de scolarisation des femmes ne présente

qu'environ la moitié de celui des hommes ; et le taux de scolarisation féminin au niveau secondaire n'atteint que le 2/3 de taux masculin.⁴

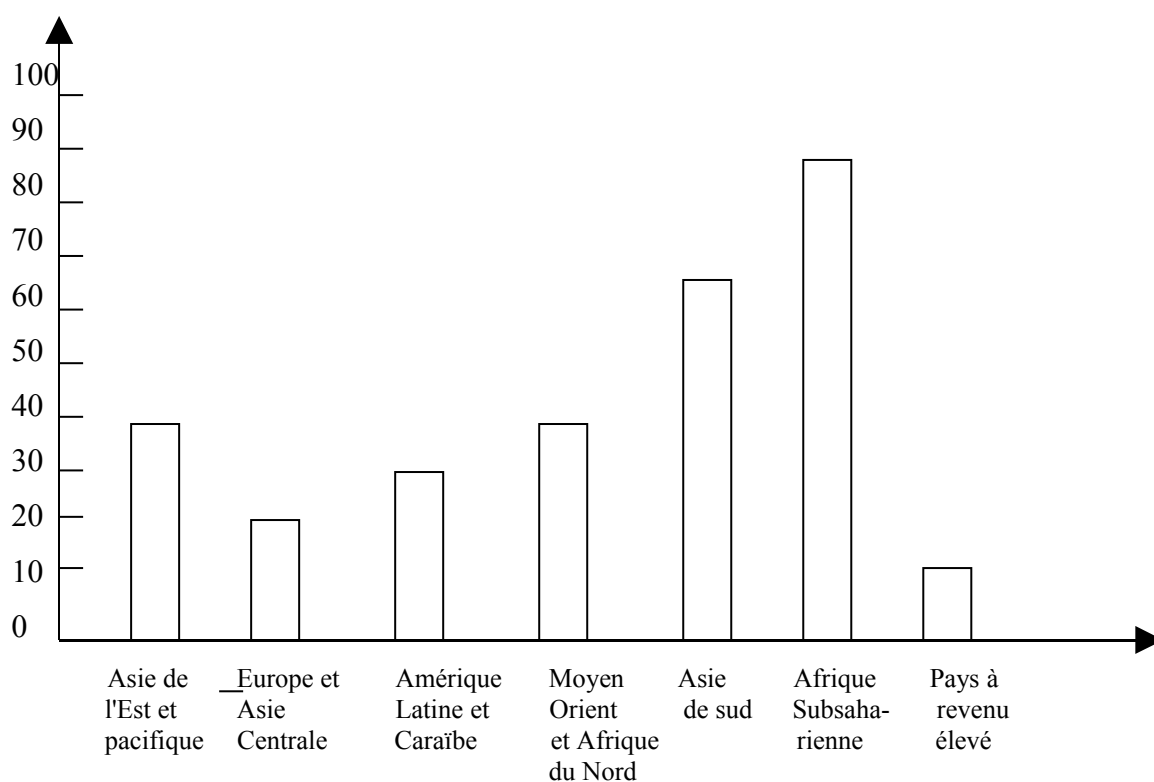
→ La pauvreté en terme d'espérance de vie.

Avoir une durée de vie courte n'est pas le souhait de quiconque. En plus la brièveté de la vie est l'un des indices de la pauvreté humaine. Le dénuement en terme de longévité peut se représenter par la mortalité infantile. A titre d'exemple nous allons voir à travers le diagramme en bâton ci contre la variation du taux de mortalité infantile dans le monde.

Graph 2 :

Taux de mortalité infantile, dans le monde, 1998

Taux de mortalité



Source : Banque Mondiale 2003

D'après ce graphe, le taux de mortalité infantile est très significatif (voisine de 100%) dans l'Afrique Subsaharienne. Ce chiffre indique la gravité de la pauvreté humaine dans cette région. Cependant les pays à revenu élevé présentent le taux de mortalité assez négligeant (moins de 10%).

⁴ Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001 Banque Mondiale

En effet nous pouvons constater que le taux de mortalité infantile est très différent d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre.

→ La pauvreté en terme de malnutrition

Les faibles niveaux de revenu des population constituent les causes majeurs de la malnutrition. La norme internationale impose le seuil calorifique de 2133/ jour qui est censé être nécessaire pour soutenir une vie active (SEECALINE 1997).

On rappelle que la malnutrition est une insuffisance des apports alimentaires dans l'organisme.

CHAPITRE 2 : LA SITUATION DE MADAGASCAR A TRAVERS LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

La situation que Madagascar montre que une majorité de sa population vit dans une pauvreté totale. Ce présent chapitre montre les atouts que possède Madagascar ainsi que la pauvreté où vit sa population.

Section I : Données géographique, situation démographique, potentialités économiques

1.1 Données géographiques

Située dans la région tropicale de l'hémisphère sud, Madagascar est la plus grande Ile dans l'Océan Indien et est classé au 4^{ème} rang au niveau mondial en raison de sa taille.

Madagascar se trouve au sud ouest de l'Océan Indien. Il est aussi séparé aussi de la cote Sud Est de l'Afrique par le Canal de Mozambique.

Outre son caractère insulaire, la grande île s'étend sur une longueur de 1500km (le Nord au Sud) et 500km (de Ouest à l'Est). Elle possède également plus de 5000km de cotes, bordées à l'ouest par le Canal de Mozambique et à l'autre par l'Océan Indien.

En ce qui concerne le climat, Madagascar est divisé en plusieurs régions climatiques : passant du climat tropical humide de la cote est aux zones semi-arides du Sud et aux zones semi-tempérées des hauts plateaux. Grâce à son climat, Madagascar possède des multiples et diverse cultures couvrant presque toute la surface de la Grande Ile. Seul l'extrême Sud est généralement aride et victime de la sécheresse de temps en temps. Doté d'une riche bio diversifié, le pays peut se répartir en plusieurs zones géographiques : la savane et les plaines de l'ouest, les hautes terres intérieures, les falaises et les forêts tropicales de l'Est, les enclaves du Nord et enfin les plateaux semi-désertiques du Sud et Sud-Est. La grande île est divisée en 6 provinces autonomes : Tananarive, Tamatave, Antsiranana, Majunga, Tuléar, Fianarantsoa avec Tananarive le capitale.

Comme organisation administrative, les 6 provinces sont subdivisées en 22 régions, elles même divisées en sous préfecture (district actuellement) et commune (urbaine et rurale).

1.2. Situation démographique

Du fait de son caractère insulaire et de sa position géographique, le phénomène de migration est encore négligeable.

La population malgache est composée de 18 groupes ethniques mais il n'y a pas de forte différence culturelle entre eux.

Entre 1975 à 1985, le taux moyen de la croissance annuelle de la population malgache se lève de 2,63 à 3,39⁵.

A partir du 1993, le nombre de la population résidente était de 12 238 914⁶ avec un taux d'accroissement annuel moyen de 2,8% ce qui conduit à une estimation de près de 14 millions d'habitat en 1998 et donne lieu à un doublement de la population en 25 ans⁷. la population malgache se répartit spatialement d'une façon très inégale. En outre la population reste encore à majorité rurale (en 1993, seulement 23% de la population résidaient en milieu urbain).

Sur la répartition spatiale de la population malgache, le niveau d'urbanisation du pays était de 16% en 1975 et 23% 1993. en effet, on peut constater qu'une forte proportion de la population est composé de ruraux.

En 1998, la densité de la population dans toute la surface de l'Ile était de 23,6 hab./km². Cependant la densité n'est pas la même pour chaque province. Ainsi la densité de la population à Tananarive est de l'ordre de 62 hab./km² contre 9 hab./km² de la province de Majunga. La province d'Antananarivo qui n'occupe que 10% de la superficie du pays abrite 29% de la population totale, alors que les provinces de Majunga et de Tuléar représentent 53% de la superficie du pays regroupe un faible proportion de la population (soit 26% et 13%).

Le tableau ci-contre nous permet de voir la structuration par grands groupes de la population selon le sexe en 2003.

⁵ SNLCP

⁶ SNLCP

⁷ SNLCP

Tableau 2 : Structuration par grands groupes de la population selon le sexe en 2003

Age	Pourcentage		
	Total	Homme	Femme
0 – 14	44,3	22,4	21,9
15 – 64	52,4	25,9	26,5
65 et +	3,3	1,6	1,7
Total	100	49,9	50,9

Source : RGPH 1993

D'après ce tableau, la moitié de la population appartient dans l'intervalle [15 – 64]. Dans cette partie de la vie, un individu est considéré comme jeune. De ce fait, la population malgache est tout à fait jeune avec un âge médian de 16,3 ans.

1.3. Potentialités économiques

Malgré ces multiples facettes géographiques et climatiques, la population malgache est très mal répartie. Cette répartition inégale de la population s'explique par des conditions physiques peu favorable de certaines régions (ex sol peu fertile) et par des zones humides disons favorables à la culture et par des conditions favorables sur le marché de travail : main d'œuvre dans les contres urbains (taux d'urbanisation très élevé en particulier dans la zone d'Antananarivo).

Malgré ce taux d'urbanisation, la majorité de la population active malgache a comme principales activités dans le secteur primaire. Ce secteur occupe une place essentielle dans l'économie malgache même s'il e représente que 30% de PIB⁸.

Madagascar est connu également par ses cultures de rente (vanille, café, girofle). Ces cultures constituent plus de 1/3 des recettes d'exportation. Même si l'exportation détient toujours la première place mondiale dans ce secteur. Par ailleurs, il occupe le 2^{ème} rang mondial pour l'exportation du girofle. Outre ces cultures, la grande île possède une

potentialité énorme en huile essentielles, et aussi en cultures industrielles tel que tabac, canne à sucre, coton.

Ces différentes gammes de richesse constituent un atout pour Madagascar.

⁸ SNLCP

Les 5000km de bord que Madagascar possède, contiennent des réserves halieutiques (ex crevette à très spéciales que ce soit en qualité, qu'en quantité).

Nous avons dit précédemment que la majorité de la population active se trouve dans la zone rurale, et avoir comme principale activité est dans le secteur primaire même si ce dernier ne représente que 30% du PIB, les secteurs secondaire et tertiaire détiennent 12% et plus de 50% de PIB de chacun⁹.

Entre 1984 – 1990 le tourisme a constitué une des principales entrées de devises du pays.

Nous ne pouvons pas nier que l'économie malgache a connu des difficultés, les orientations adoptées pour le développement économique, ne peuvent que ramener des espoirs compte tenu de l'énorme potentiel que possède Madagascar.

Section 2 : Pauvreté et développement humain à Madagascar

On est tous conscient que notre pays fait partie des pays les plus pauvres du monde, mais on se ne sait pas exactement la gravité de cette pauvreté. Ainsi cette présente section va examiner la pauvreté vu sous l'angle revenu et les tendances du développement humain.

2.1 Niveau de pauvreté vu sous l'angle revenu

D'abord il est important de rappeler que le PIB./ hab. est le meilleur indicateur pour mesurer l'ampleur de la pauvreté vu sous l'angle revenu.

Madagascar a connu une baisse tendancielle de revenu depuis 1970. entre 1970 et 1995, le revenu par habitant de Madagascar n'a cessé de se dégrader (voir tableau ci-après) exprimée en dollars de 1987 ; le PIB /hab. du pays est passé de 353 \$ us e 1970 à 199 dollars us en 1995 (Cf tableau n°3) soit une baisse d'un peu moins de la moitié en 25 ans. En 1960 le niveau du PIB/hab. de Madagascar était supérieur à ceux de pays : comme la Thaïlande et le Swaziland (cf. tableau n°3) qui occupent maintenant les 49^{ème} et 105^{ème} rang respectivement un tel écart de revenu entre ces pays et Madagascar nécessite que l'évolution de la situation économique de ce pays depuis l'année de son accession à l'indépendance soit examinée.

⁹ SNLCP

Tableau 3 : Evolution de revenu par habitant à Madagascar comparé à ceux de quelques pays similaires des années 60

PIB par habitant (en dollar de 1987)					
	1960	1970	1980	1992	1995
Madagascar	340	353	302	237	199
Botswana	238	310	302	1674	1857
Swaziland	310	610	725	821	800
Thaïlande	300	487	518	1291	1843

Source: Rapport mondial sur le développement humain PNUD 1998

L'économie malgache a vu un rythme des mouvements socio-politique qui prévalait depuis l'indépendance. Les mesures économiques ont été teintées des idéologies et prenaient successivement place au cours de chaque période de changement. L'empreinte de la France ex-pays colonisateur est largement restée visible. L'année 1960 a marqué l'histoire du pays par l'accession à l'indépendance.

De 1960 à 1972 l'aire de ce pays a connu une légère amélioration avec une hausse de PIB par tête variant de 0,8% à 1,6%.

Le changement de régime des années 70 ont eu plusieurs effets sur l'économie malgache.

Depuis 1974, Madagascar ne faisait plus partie des pays de la « zone francs ».

A partir de 1975, notre pays vivait sous le régime socialiste, et consciente du faible niveau de croissance de l'économie et du taux d'investissement. L'Etat s'est engagé à effectuer une politique d'investissement à outrance à l'aide d'un emprunt financé par l'extérieur.

Le tableau ci-contre (tableau n°2) nous permet de voir l'évolution des taux moyens de croissance du PIB (1960 – 1997).

Tableau 4 : Evolution des taux moyens

Période	1960-1972	1972-1980	1980-1984	1984-1990	1990-1994	1994-1997
PIB (au prix du	3,1	0,9	-2,2	2,6	-0,8	2,6

marché) %						
PIB/hab. en	0,4	-1,6	-4,6	_0,3	-3,3	-0,2
terme réel (%)						

Source : Calcul à partir des données des comptes nationaux de l'INSTAT

Suite aux conditions de réalisation défavorable des investissements à outrance en 1987, les autorités ont pris la décision d'adopter un PAS pour stimuler la croissance. La mise en place d'un programme de stabilisation et le Pas avec une série de mesure (libéralisation du taux de change, libéralisation du commerce extérieure, des réglementations du prix, désengagement de l'Etat, des activités des exploration et d'importation...) a permis au pays de bénéficier d'un appui important de la communauté des Bailleurs de fonds (les dons courants sont passés de 7,2 milliards de FMG en 1985 à 18,6 et 24,5 milliards de FMG en 1987 et 1988 respectivement pour atteindre 55,6 et 66,8 milliards de FMG en 1989 et en 1990 respectivement.

Dans l'ensemble, l'économie malgache a connu une légère amélioration pendant cette période mais trop modeste par rapport à la croissance démographique pour permettre une réelle amélioration des conditions de vie de population.

Entre 1991 – 1994, c'est la période de transition, de ce fait, le processus de redressement enclenché par l'application du PAS s'est arrêté en raison des troubles sociaux et politiques qui ont entraîné une baisse importante des investissements.

Le PIB/hab. a été chuté avec un rythme de -3,3% par an en moyenne au cours de cette période.

Entre 1994 et 1997, le PIB a connu une croissance de 2,6% mais la croissance démographique était pendant cette période de l'ordre de 2,8%. Au cours de cette période, l'inflation a été ramenée de 45,2% en 1998 à 7,4% en 1997 ; ce qui n'est pas étranger à la

forte croissance des investissements privés qui ont été multipliés par 3¹¹. mais cet apport du secteur privé n'a pas suffi à compenser la contraction globale des investissements publics.

Cette succession de mauvaises performances économiques, dues à des mauvais choix de politiques et stratégies de développement, explique le revenu moyen par habitant à Madagascar soit de nos jours inférieur à son niveau de 1960.

¹¹ SNLCP

Cette dégradation des revenus n'a pas été sans conséquences sur le niveau du développement humain du pays.

2.2. Les tendances du développement humain

La croissance du revenu et la progression de la consommation sont des moyens de faire progresser le développement humain. Ces progrès peuvent être expliqués par le revenu, l'espérance de vie et la participation. Le revenu est l'un des principaux moyens pour un pays de faire progresser le développement humain, c'est pourquoi quand un pays connaît un faible niveau de revenu, le développement humain l'est aussi mais pas dans une proportion équivalente. L'IDH est le meilleur indicateur pour mesurer le développement humain, et le PIB est celui du revenu.

Selon l'IDH à l'échelle mondiale, en 1996 ; Madagascar était au 158^{ème} rang sur 174 pays et selon le PIB/hab., Madagascar est au 168^{ème} sur 174 pays¹². Cela traduit le fait que la chute du revenu n'a pas entraîné un recul du développement humain dans des proportions équivalentes.

A part le revenu, il existe d'autres composantes de l'IDH. La longévité de la population malgache entre 1960 et 1997 est passée de 40 à 53 ans¹³, soit une longévité supplémentaire de 13 ans.

En matière d'éducation, les données du recensement de 1993 montrent que moins de la moitié des enfants en âge scolaire vont à l'école et le pourcentage d'illettrés parmi les jeunes est plus élevé que les jeunes adultes et les adultes. Cette contre performance en matière d'éducation est également due à la faiblesse des dépenses totales d'éducation. Le taux d'alphabétisation est beaucoup plus élevé sur les ménages qui sont issus des couches les plus pauvres, c'est également le cas pour le ménage qui vit en milieu rural.

La faiblesse du niveau de développement humain à Madagascar cache une plus grande gravité de la situation au niveau de certaines régions du pays. Le déséquilibre entre les régions est dû en partie à l'inégalité de distribution de revenu en faveur des zones urbaines et il s'explique également par les meilleures conditions de couverture sanitaire et l'enclavement scolaire qu'y prévalent.

¹² SNLCP

¹³ SNLCP

CHAPITRE 3 : LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

Beaucoup de stratégies ont été mises en œuvre mais l'essentiel est que chacun d'entre nous prenne un rôle qui nous est dû.

Le présent chapitre traite dans la première section les acteurs principaux et leurs rôles respectifs dans la lutte contre la pauvreté, et ensuite dans la deuxième section les stratégies mises en œuvre dans la lutte contre pauvreté.

Section 1 : Les acteurs principaux et leur rôle respectif dans la lutte contre la pauvreté

Pour atteindre cet objectif fixé qui est de réduire de moitié d'ici 2015 la pauvreté existante chacun d'entre nous a une obligation massive mais pour avoir une organisation cohérente, il faut classer chaque acteur selon le groupe qui lui appartient.

Ainsi parmi les plus importants citons : les bailleurs de fonds, le gouvernement (Etat), la société civile, les pauvres eux-même.

1.1 Les bailleurs de fonds

La lutte contre la pauvreté est une des priorités des bailleurs de fonds, la preuve, le système de Nations Unies a retenu la lutte contre la pauvreté comme son objectif principal et toutes ses agences contribuent à la réalisation de cet objectif dans leur domaine de compétence respectif.

La Banque Mondiale qui est l'un des principaux bailleurs de fonds existant à Madagascar a comme mission d'améliorer le niveau de vie des gens dans les pays en développement avec ses apports financier et technique. La Banque mondiale est une banque de développement aux services multiforme : prêts conseils de stratégies, assistances techniques et partage de connaissance.

La Banque mondiale encourage la croissance économique pour créer des emplois et amener les pauvres à tirer parti au maximum de ces opportunités. Elle cherche à réduire le fossé qui existe entre les pays riches et les pays pauvres, en utilisant les ressources des premiers pour assurer la croissance du second. En effet, les bailleurs de fonds ont décidé d'accroître la proportion des ressources consacrées à des dons, pour faire face aux

difficultés particulières aux quelles sont confrontées les pays pauvres et les plus vulnérables.

L'objectif principal de Banque mondiale installé à Madagascar est la réduction de la pauvreté mais cet objectif n'est pas atteint sans la participation des autres acteurs. Par conséquent, la Banque Mondiale résume son objectif par « ensemble agir, ensemble s'assurer et ensemble réduire la pauvreté ».

1.2 Le Gouvernement (Etat)

Face aux activités menées par les diverses institutions, l'activité étatique est bien nécessaire.

Afin que les activités de institutions de l'Etat aboutissent aux besoins de la population, les missions de l'Etat s'orientent vers la poursuite et la mise en place d'un grand nombre de réformes institutionnelles.

Pour y parvenir, deux opérations sont à mener telles que :

- le renforcement des missions essentielles à l'Etat ;
- la décentralisation et la déconcentration de l'administration.

Avant de voir qu'en est de la décentralisation et de déconcentration de l'administration, nous allons voir d'abord comment se réalise-t-il ce renforcement.

*Renforcement des missions essentielles de l'Etat

En matière des services publics, l'Etat est chargé d'assurer la mise en place des moyens indispensables à une mobilisation croissante des ressources financières et d'une ré-allocation plus efficace des dépenses publiques. Mais cela nécessite, d'une part des reformes organisationnelles et institutionnelles dans le cadre de l'administration des affaires publiques et d'autre part, la rationalisation du système légal et judiciaire, qui sont tous les deux les conditions de base du bon fonctionnement des actions de développement. Ainsi le gouvernement agit sur la réorganisation de services de l'administration qui devait être incitative. L'Etat se charge aussi de l'appui aux organisations de la population et des ONG parce qu'elles facilitent mieux la participation des populations à la prise en charge de leur destinée. Certes, l'Etat contribuera à la clarification des dispositions institutionnelles permettant aux ONG opérationnelles de participer pleinement à la mise en œuvre de la stratégie et un renforcement des capacités techniques et manageriales des ONG.

*Décentralisation de la gestion des affaires de l'Etat

Afin de pouvoir réaliser l'harmonisation de la lutte contre la pauvreté en matière de reforme, la décentralisation en tient une grande place. Elle permettra de décrocher des avantages tels que la rentabilité des projet : meilleure allocation des ressources ; les bonnes conditions de faisabilités du projet. Mais une mauvaise conception de la décentralisation risque d'avoir des surcoûts.

1.3 Société civile

D'après le traité de sciences politiques, la société civile est l'ensemble des rapports interindividuel, des structures familiales, sociale économique, culturelle, religieuses qui se déploient dans une société donnée en dehors du cadre et de l'intervention de l'Etat. En somme, la société civile c'est ce qui reste d'une société quand on relève l'Etat.

Pour Larry Diamond, la société civile est le domaine de la vie sociale organisé qui est volontaire, largement autosuffisant et autonome de l'Etat. La participation doit être considérée comme une démarche globale de lutte contre la pauvreté axée sur le rôle essentiel que la société civile devrait jouer dans les domaines de la vie. L'action de la société civile est nécessaire pour permettre aux institutions d'évoluer et pour s'assurer que ces derniers répondent aux inspirations des populations à une participation réelle. La non-réussite gouvernementale sur la mise en place des infrastructures ou de fournitures de services ont favorisé la création des diverses organisations. Des associations ont bénéficié de l'appui des donateurs, découragés par les mauvais résultats de l'aide publique en général et qui ont préféré utiliser davantage les filières non gouvernementales pour distribuer leurs fonds.

1.4 Les pauvres

Sont considérés comme pauvres, les personnes dont les ressources sont insuffisantes pour satisfaire les besoins essentiels, tels que la nourriture, l'habitation et le logement*. Pour avoir une croissance économique, il faut faire participer les pauvres en matière d'éducation où les parents doivent encourager leurs enfants d'aller à l'école et doivent éviter que leurs enfants soient victimes de corvées ménagères. En matière de santé, les parents et surtout la mère de famille doivent apprendre à leurs enfants un minimum d'hygiène.

* Banque Mondiale, « Evaluation de la pauvreté, Tome 1 »

Section 2 : Les stratégies mises en œuvre en vue de la réduction de la pauvreté

Durant les années 80, le revenu par habitant et le niveau de vie de population malgache ont considérablement baissé. Sur recommandation des Institutions de Bretton Woods, la plupart des pays Africains se sont engagés dans le Programme d'Ajustement Structurels (PAS) y compris Madagascar depuis cette période.

2.1 Plan National d'Action pour le Redressement social (PNARS)

La mise en œuvre des mesures du Programme d'Ajustement Structurel ou PAS et la politique de stabilisation a aggravé la situation sociale des pauvres à Madagascar. C'est dans ce contexte que le gouvernement a élaboré le PNARS. Ce plan d'action a pour fonction de réduire les effets pervers de l'ajustement sur la population.

2.1.1 Programme d'éducation

Le taux d'abandon, qui représente le nombre d'enfants qui quittent l'école durant une année scolaire pour ne plus y revenir est de 11% en première année dans le secteur public.

En 1991, le taux d'abandon et de redoublement confirment que le système éducatif est inefficace. En moyenne, il faut 12 ans à un élève pour terminer le cycle primaire.

L'échec du système d'éducation peut être attribué à plusieurs facteurs :

- les politiques éducatives ont évolué sans orientation précise. Le gouvernement qui est le premier responsable dans cette politique n'a pas tenu en compte les réalités du pays.
- l'environnement de l'éducation est défavorable. Comme les enfants passaient une grande partie de leur temps en dehors de l'école. Il convient de ne pas négliger le rôle et les effets de l'éducation extrascolaire. A Madagascar, le constat est plutôt préoccupant dans ce domaine. Il n'existe presque pas à l'époque de possibilité d'accès à la culture et à une ouverture sur le monde. Le problème est que la famille (parfois les pauvres) a l'habitude de négliger la scolarisation de son enfant. En d'autres termes, elle n'encourage pas son enfant à l'école. La société civile (ex les médias) ne diffuse plus les programmes pédagogiques.

* Stratégie à mettre en œuvre

Le programme national pour l'amélioration de l'éducation (PNAE) dirige les politiques éducationnelles malgaches depuis 1989, le PNAE constituait le plan éducatif global du gouvernement. Les principaux objectifs de ce programme sont :

- améliorer la qualité de l'éducation ;
- augmenter la scolarisation primaire.

Ces grands axes ont été retenus dans le PNARS, mais ils ont été actualisés pour mieux répondre aux besoins éducatifs fondamentaux. Ainsi, les programmes à mettre en œuvre étaient la réhabilitation des écoles fermées¹⁴ et l'entretien des écoles fonctionnelles et la construction de nouvelles salles de classes. Le plan vise également l'amélioration des conditions de travail des élèves par l'appui à l'édition et la distribution des guides et manuels scolaires. Le plan porte également sur le renforcement de la capacité institutionnelle en mettant à la disposition des circonscriptions scolaires des moyens de transports (motocyclettes pour les 110 CISO). Après la réalisation de ces programmes, le PNARS s'est efforcé de produire des instruments de maintien et de valorisation des acquis. Ces points présentent surtout le volet post alphabétisation de la stratégie. Il devait comprendre 3 axes principaux :

- la production et fourniture de matériels didactique ;
- la création d'un environnement lettré. En effet, l'alphabétisation ne peut pas se développer dans un milieu où la communication ne se réalise que par voie orale et où les moyens écrits sont inexistantes.
- implanter un réseau d'information et favoriser la circulation des informations comme écrites, création de la technique moderne : journaux, communication écrites, création des bibliothèques.

2.1.2 Programmes touchant la santé et la nutrition

*Situation de la santé et de nutrition

Une mauvaise santé détermine une mauvaise assimilation alimentaire et un mauvais équilibre nutritionnel se représente sur l'état de santé en général. Ce lien montre que la santé et la nutrition sont inséparables.

¹⁴ A l'époque ils représentaient 1700 écoles fermées

Les principaux indicateurs de santé témoignent des mauvaises conditions sanitaires : le Taux de mortalité Infantile (TMI) 114 pour 1000¹⁵.

L'état de santé précaire des femmes et des enfants à Madagascar s'explique en partie par la mauvaise utilisation des services de santé. La distribution géographique des centres sanitaires était mauvaise¹⁶ et les ressources humaines relativement insuffisantes. De plus, les centres de santé existant étaient peu fréquentés. Les raisons sont : une faible confiance de la population dans le système, les difficultés d'accès. Une dégradation et le manque de fonctionnalité de beaucoup de formation périphérique. Les coûts de prestations élevés, l'absence de médicaments.

* Les actions à entreprendre pour redresser la situation

Premièrement, il y a la réhabilitation et l'équipement des 200 formations sanitaires selon un schéma d'extension qui donnerait la priorité aux formations sanitaires où la participation et l'initiative communautaire existaient déjà.

Deuxièmement, la vaccination constituait aussi l'essentiel des mesures préventives pour l'ensemble des maladies tels que la rougeole, la poliomyélite. Pour accroître la

¹⁵ SNLCP

¹⁶ Les centres de santé de étaient loin de la population qui éprouve un réel besoin

couverture vaccinale, la disposition en vaccin serait assurée auprès de l'ensemble des formations sanitaires du pays.

Troisièmement, la formation des agents de santé et leurs superviseurs serait organisée autour de plusieurs modules : Médicaments, utilisation de l'organigramme, gestion du centre de santé.

En matière de nutrition, les groupements communautaires seraient formés afin qu'ils puissent réaliser l'appréciation du problème de la malnutrition et analyser les causes et la détermination des actions prioritaires à entreprendre.

Les domaines prioritaires étaient l'analyse causale de la malnutrition chez les enfants et priorités d'interventions, les enquêtes relatives à la nutrition en vue de renforcer ou réorienter les activités d'informations éducation et communication.

* Situation de l'approvisionnement en eau potable

Le nombre de population alimenté en eau potable par la JIRAMA était de 2,6 millions de personnes en 1994 dont environ 900 000 personnes approvisionnées par bornes fontaines et 706 000 par branchement particulier¹⁷. Ceux-ci représentaient à peu près 60% de la population malgache. En ce qui concerne la population qui vit en milieu rural, le pourcentage d'accès à une eau considéré comme potable était de 12%. De ce fait 6 800 000 personnes n'avaient pas accès à l'eau potable.

➔ Programme prévus

Les stratégie en matière d'approvisionnement en eau et assainissement ont été celle du SSPA (Stratégie Sectorielle et Plan d'Action pour l'Eau et Assainissement) et de l'AEPAM (Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement du Milieu). Ces stratégies constituaient :

- à mobiliser la population bénéficiaire tant au niveau de la gestion que la maintenance et le recouvrement des coûts.
- à encourager le choix de technologies appropriés de façon à minimiser de les coûts pour attirer des bénéficiaires et les fonds des bailleurs potentiels.

Les sections complémentaires à mener concernaient la création de logement pour toutes les couches de la société. Pour les plus pauvres, le bailleur de fond, l'Etat ainsi que la

¹⁷ SNLCP

société civile se sont réunis, pour prendre en main la situation des groupes les plus vulnérables.

2.1.3 Résultats obtenus

Sur le plan éducatif, bien que les bailleurs de fonds tels que PNUD et Banque Mondiale apportent ses larges participations sur les activités menées par PNEA, on a pu constater que le taux global de scolarisation a régressé. Ce taux était de 72% en 1999, 65% en 1992 et 6% en 1994. Par ailleurs, les conditions de travail (infrastructures) ont continué de se détériorer et la qualité de l'enseignement a baissé au cours de la période entre 1989 et 1999 surtout en milieu rural. Outre ces échecs, on a pu constater un taux de redoublement global d'ordre 36 et de taux d'abandon de 30%. Les causes de ces échecs sont multiples :

- une mauvaise répartition du personnel enseignant.

Beaucoup des enseignants refusent d'aller en zones enclavées. Des efforts ont été entrepris mais le déploiement du personnel enseignant n'a pas donné des résultats satisfaisants. En effet, moins de 10% des enseignants touchés par le déploiement acceptent de rejoindre leur poste d'affectation ;

- l'autonomie financière des écoles comme les établissements scolaires dépendent financièrement des CISO, qui sont très loin de l'école, souvent les crédits prévus pour une année civile donnée ne sont utilisés que pour l'année scolaire suivante. Alors que le budget est normalement alloué sur la base des données de l'année en cours.

En ce qui concerne le secteur sanitaire, même si le gouvernement fait de son mieux en laissant l'accès d'un plus grand nombre de la population aux services de santé de base comme prioritaire.

Le taux d'accès au service sanitaire pour la population en milieu urbain et celui du milieu rural sont différents. Le problème est que, la politique n'a pas été bien motivée (salaire très bas, condition et milieu de travail malsain).

Pour le programme eau et assainissement, les résultats de la stratégie sectorielle et Plan d'Action sont peu satisfaisants. Les raisons de cet échec sont :

- Le retard de la réalisation des mesures d'accompagnement ;
- Le choix de zones où le projet doit avoir lieu

2.2 Le projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique (PAIGEP)

Une rétrospective tout d'abord, après les années de galère du régime socialiste qui a fait tomber le pays dans le gouffre de la pauvreté, car le régime successeur n'était pas non plus capable de redresser le pays puisque au lieu de faire retrouver par le pays le chemin de la croissance, les événements politiques de 1991 au désespoir du peuple tout entier ont entraîné une paralysie de tous les secteurs de l'économie.

Par suite, le PAIGEP a été afin d'assister le gouvernement à renforcer sa capacité d'exécuter les réformes économiques et en améliorant les services offerts par l'administration publique.

LE PAIGEP comprend deux axes d'intervention :

- Renforcement de la gestion économique ;
- Renforcement de l'administration publique

Dans ces 2 axes, on peut trouver plusieurs volets tels que :

- L'appui au groupement technique ;
- Audit et réorganisation des institutions ;
- Réformes des ministères ;
- Décentralisation.

Le 1^{er} volet a pour but de suivre l'avancement des mesures de réformes et à sensibiliser la population au processus de l'ajustement. Les actions à entreprendre consistent en la préparation de dossier de base pour le dialogue sur les réformes structurelles de l'ajustement avec les bailleurs de fonds et aussi en l'organisation des campagnes d'informations et de sensibilisation auprès du grand public.

Le 2^{ème} volet concerne quatre (4) départements des finances, budget, économie et du plan. Le PAIGEP se focalisait sur :

- le développement d'une base de données macro économique ;
- la modernisation du système de gestion financière de la solde des agents de l'Etat ;
- la gestion de dépense publique avec le renforcement de politique et stratégies sectorielles (ex : mise en œuvre du programme d'investissement publique).

Concernant le 3^{ème} volet, le plan s'est efforcé de diagnostiquer les 4 ministères clés (ministère de l'éducation, de santé, développement rural et travaux public) ce plan concerne aussi la gestion administrative des personnels de l'Etat. Cela se réalisera par le biais de la mise en place d'un système de rémunération basé sur le mérite.

Le 4^{ème} et dernier volet, la décentralisation consiste à donner une formation des élus et des cadres. Cette formation a pour objectif d'améliorer la gestion locale plus précisément la collecte des recettes publiques.

La Banque Mondiale apporte son appui à ce projet.

Résultats obtenus :

Des impacts positifs ont été constatés :

- auprès de la STA l'amélioration de la qualité des dossiers de négociation des opérations d'ajustement de réforme et d'adhésion des grands agents publics au processus de réforme. Ainsi le document cadre de politique économique a été préparé.

- La réorganisation du département des finances et budgétaires a augmenté les capacités en matière de modélisation économique et analyse prospective. De ce fait l'écart entre le niveau de programmation budgétaire et le niveau d'exécution budgétaire a diminué. De plus les réformes ont suscité l'utilisation d'indicateurs pour suivre le progrès réalisés dans les secteurs sociaux et pour mesurer réellement la qualité des actions gouvernementales en matière de service rendu.

- en matière de décentralisation, les résultats obtenus et la redéfinition des rôles de l'Etat Central et les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD^o), amélioration des capacités de gestion municipale avec la formation de maires urbains sur les processus budgétaire et la gestion municipale.

Bref, le PAIGEP a pu réaliser la plupart de ses objectifs mais les impacts sociaux de ces réalisations étaient moins suffisants. Ainsi le projet en question n'a pas pu atteindre son objectif qui était de réduire la pauvreté en créant des conditions favorables à la croissance économique.

2.3 Stratégie Nationale pour la lutte contre la pauvreté (SNLCP)

Suite à cette défaite, les autorités en place ont formulé une stratégie globale capable de couvrir l'ensemble des acteurs, secteurs et régions du pays. Une stratégie qui doit avoir des impacts sur la politique économique. Les activités entreprises touchent directement les ménages. Cette stratégie comprend 4 axes stratégiques. L'axe stratégique n°1 consiste à mettre en place un cadre économique, institutionnel et réglementaire favorable à la croissance et la réduction de la pauvreté.

Le programme de lutte contre la pauvreté nécessite une redéfinition du rôle et de la mission de l'Etat, une mise en place de réforme en faveur des pauvres et une dynamisation de la société civile.

L'axe stratégique n° 2 consiste à accéder à la croissance économique et y faire participer les pauvres. L'un des moyens d'aider les pauvres à prendre en main leur avenir, c'est de multiplier les chances pour chacun d'eux de gagner sa vie.

L'axe stratégique n°3 vise à développer les capacités humaines et réduire les inégalités humaines. L'axe stratégique n°4 consiste à renforcer les filets de sécurité. C'est une sorte de protection sociale, les bénéficiaires sont les pauvres chroniques, ces travailleurs saisonniers, les groupes de personnes touchés par des catastrophes naturelles, ou une crise économique ou encore des personnes âgées ou handicapées et des orphelins ou enfants abandonnés.

Résultats obtenus de la SNCLP

La SNLCP a été achevée en janvier 2000. Elle n'a pas pu être réellement appliquée parce que juste après son achèvement, le gouvernement a adopté une autre stratégie : le DSRP.

Ainsi vers le début des années 2000, le gouvernement a décidé d'élaborer le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)

2.4 DSRP

Le DSRP définit les politiques ainsi que les voies et moyens de mise en œuvre de ces derniers. Le document est fruit d'une réflexion collective suivant un processus participatif que ce soit du secteur public, privé ainsi que civile.

La stratégie en question comporte 3 axes stratégiques. Notons que les axes stratégiques d'intervention décrivent des domaines d'intervention à travers lesquels les actions et programmes opérationnels peuvent agir de manière décisive sur les principales dimensions de la pauvreté.

L'axe stratégique n°1 concerne la restauration d'un état de droit et d'une société bien gouvernée ;

L'axe stratégique n°2 consiste à susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très élargie ;

L'axe stratégique n°3 englobe la promotion des systèmes de sécurisation humaines et matérielle et de protection sociale.

Résultats obtenus¹⁸

D'abord, il est important de vous informer que pendant le moment où la recherche des documents nécessaires à ces mémoires a été faite, il était très difficile de se fournir des chiffres exacts concernant le résultat obtenu de la DSRP. Cependant grâce à la brochure MAP, des résultats ont pu être constatés.

Au niveau de l'éducation, le taux de redoublement a été 20% en 2006, le taux d'achèvement du second cycle CEG 19%, lycée 7%.

Le taux d'alphabète est de 63% ce qui revient à dire que le taux d'analphabète est de 37%. En matière de santé, l'espérance de vie est de 55,5 ans

En bref, des améliorations ont été constatées en outre notre pays est classé au 146^{ème} rang sur 177 pays membre

2.5 MAP

Lancé sur l'initiative du président de la République, MAP prend la tension générale de l'Etat. Le MAP qui n'est autre que la poursuite du DSRP, sert à faire un saut qualitatif dans le processus de développement grâce à un plan innovant sur cinq ans qui mobilisera le

¹⁸ chiffres tirés du MAP

Peuple malgache ainsi partenaires internationaux. Les 8 engagements de MAP comporte :

- La bonne gouvernance
- la transformation de l'éducation
- la santé et planning familiale
- les infrastructures
- développement rural
- économie et le secteur privé
- environnement
- solidarité

Comme c'est une stratégie en cours, nous ne pouvons pas des résultats. Mais nous espérons que cette fois-ci chacun d'entre nous prenne en main nos tâches pour que les résultats soient satisfaisants.

*Les bailleurs de fonds adaptent et jouent un rôle primordial dans la réalisation du MAP. Ils s'engagent à doubler l'aide à Madagascar et à garantir un appui pour 5 ans. Les bailleurs intègrent leur programme et leur projet dans les programmes sectoriels du MAP, coordonnent leurs activités et spécifient un appui financier et technique.

Partie II :

**Le Processus participatif impliquant les acteurs
dans la lutte contre la pauvreté**

Les études faites dans la partie théorique nous permet de dire que une grande proportion de la population malgache en dessous du seuil de la pauvreté, et l'ampleur de la pauvreté est très accentuée dans le milieu rural. Ainsi cette présente partie indiquera ces orientations de lutte contre la pauvreté et les analyses critiques accompagnées des suggestions appropriées à une telle stratégie.

CHAPITRE 1 : LES ORIENTATIONS DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Nous savons aussi qu'environ 75% de la population se trouvent dans la zone rurale. C'est pourquoi le gouvernement a adopté des stratégies pour s'orienter vers les activités qui seront formulées à travers les programmes de développement du pays.

Section 1 : Caractéristiques de la stratégie

La préoccupation majeure d'une stratégie est de réduire la pauvreté de manière substantielle et durable et atteindre une croissance économique forte et soutenue. Une stratégie à mettre en œuvre est une stratégie qui veut être meilleure que celle qui était déjà réalisée. Elle veut être la plus efficace. La base de la stratégie consistera à faire en sorte que toutes les actions opérationnelles entreprises à travers les différents programmes visent au développement des ressources économiques, sociales, politiques, environnementales et personnelles des pauvres. Il est très claire que pour réduire la pauvreté, il est nécessaire voire primordiale de développer les ressources des personnes. Le développement de ressources dont disposent les individus réduit leur vulnérabilité et les mettent en situation de résister à la pauvreté. Plus une personne dispose de telles ressources, moins elle est vulnérable et plus elle est en mesure de résister à la pauvreté ou de s'en sortir. Ces ressources se subdivisent en quatre catégories: économiques, sociales, environnementales et personnelles.

Les ressources économiques sont l'ensemble de la terre, le bétail, le logement, le travail et les ressources financières que disposent un individu, le ménage, voir la famille. Malheureusement une personne pauvre ne dispose pas de ces ressources, elle ne dispose que d'un travail moins rémunéré. La terre et le logement constituent des éléments essentiels pour les foyers ruraux et urbains. Le capital, qui provient du crédit et de

l'épargne est une ressources essentielle pour permettre aux pauvres de saisir les opportunités par le marché : il en est ainsi de s'investir dans une petite entreprise ou d'exploiter les matières premières agricoles. Concernant les ressources environnementales et infrastructures, nous savons qu'une grande partie de la santé des être humains en dépendent. Pour pouvoir se connecter avec les autres il faut être faire développer les infrastructures : désenclavement de certaines régions. Les infrastructures sociales sont les sources d'une bonne condition de vie/ santé et éducation.

Pour les ressources personnelles, elles constituent le fondement d'un être humain parce que non seulement le bien être physique mais également dans la capacité à faire face à l'adversité. Les ressources personnelles englobent les compétences et les aptitude des individus. En d'autres termes une personne qui n'a pas bénéficié d'une éducation scolaire ne possède pas assez d'esprit de créativité qui vent être mis à profit pour lutter contre la pauvreté.

Les ressources sociales et politiques : la capacité d'une personne à être sociable est encouragée parce que ne période de crise, la première ressources est l'aide des entourages et celle de la famille. Donc il est nécessaire de s'entraider mutuellement. En effet, favoriser le développement de ces ressources est indispensable à la mise en place d'un environnement favorable pour aider les pauvres à résister à la pauvreté.

Toutes ces ressources, bien que décrites séparément, sont liées et se renforcent bien souvent mutuellement. Ainsi la perte de l'une implique la disparition de l'autre.

Si telles sont les situations où vit la grande majorité de la population, quels sont les axes stratégiques à mettre en œuvre dans les domaines d'intervention.

Section 2 : Les axes stratégiques et les domaines d'intervention

Les analyses faites à propos de la pauvreté à Madagascar ainsi que les stratégies qui ont été mises en œuvre permettent d'appréhender les multiples dimensions du développement durable centré sur l'être humain. Pour ce faire la stratégie mise en œuvre comporte 3 axes stratégiques.

2.1 Présentation globale des axes stratégiques

2.1.1 Axe stratégique n°1 : mettre en place un Etat de droit et une société bien gouvernée. Cet axe regroupe un ensemble d'actions relatives à la gouvernance dont la mise en œuvre constitue des conditions essentielles au succès des mesures de promotions de la croissance économique du développement des ressources humaines.

2.1.2 L'axe stratégique n°2 : susciter et promouvoir une croissance économique à base très élargie, cet axe regroupe la réalisation des certaines ambitions telles que : atteindre un taux de croissance économique de 8 à 10%, améliorer le taux d'investissement pour atteindre 20%, dynamiser le secteur privé, encourager l'ouverture économique malgache.

2.1.3 L'axe stratégique n°3 : susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection élargies, il s'agit de développer les capacités humaines, réduire les inégalités au sein de la société et mettre en place un système de protection sociale pour les groupes les plus vulnérables.

2.2 Domaines d'intervention

Chaque axe stratégique a sa spécificité, son objectif, son domaine d'intervention, mais l'ensemble constitue un objectif commun : la réduction de la pauvreté.

Mettre en place un Etat de droit et une société bien gouvernée

Dans le but de restaurer, un Etat de droit et une société bien gouvernée, trois programmes sont adoptés d'abord.

➔ Il faut lutter la corruption c'est-à-dire réduire la pratique de la corruption, informer à chaque fois que nécessaire tous les agents de l'Etat, faire en sorte que la transparence au niveau de la fonction publique soit primordiale.

➔ Il faut respecter la démocratie

La démocratie, après sa définition, c'est le choix et le pouvoir du peuple. Donc respecter la démocratie veut dire respecter le choix de peuple. Il s'agit de respecter son choix surtout en cas d'élection : que la transparence gagne.

➔ Il faut mettre en œuvre un Etat de droit

Dans ce cadre, la justice et les organes de sécurité sont les deux institutions impliquées. Il s'agit en premier lieu de faire une réhabilitation des infrastructures judiciaires au niveau national, ensuite mettre en place un dispositif anti-corruption, enfin il faut accélérer le traitement des dossiers et améliorer l'environnement périodique et humaniser la détention carcérale.

En ce qui concerne la sécurité, un plan de développement économique et social ne peut pas être envisagé sans une sécurité optimale partout tant en milieu rural qu'en milieu urbain. De lors l'opérationnalisation d'une politique partout pour combattre l'insécurité est confié à deux départements ministériels responsables qui sont sécurité publique et la défense nationale.

Susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très large

➔ Mise en place d'une stabilité macroéconomique et croissance :

Avant, la plupart des programmes de lutte contre la pauvreté n'avaient que peu d'impacts décisifs sur un sujet primordial : la stabilité macroéconomique et la croissance. Néanmoins, le maintien d'un environnement macroéconomique stable accompagné par une faiblesse de l'inflation et celles des déficits budgétaires et de la balance des paiements est encouragé.

➔ Développement des secteurs porteurs

La croissance économique est le fruit d'un accroissement de PIB. Cependant, il est difficile d'atteindre ce stade sans développement des secteurs porteurs tels que : tourisme, mine, pêche et aquaculture, l'industrie manufacturière tournée vers l'exportation, l'autre industrie manufacturière, les petites et moyennes entreprises, le développement rural.

➔ Développement et densification des infrastructures structurantes

L'insuffisance des infrastructures économiques de base fait partie des contraintes fondamentales qui nuisent à l'amélioration des performances en matière de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

➔ Développement et dynamisation du secteur privé

La dynamisation du secteur privé est une condition nécessaire mais pas suffisante pour avoir une croissance économique soutenue. La dynamisation du secteur privé pour en faire le moteur de la croissance nécessite quelque fois sur les missions étatiques afin de stimuler l'intervention national et étranger.

➔ Ouverture à la concurrence mondiale

Pour lutter contre le déficit commercial, les bailleurs de fonds tels que le FMI et la Banque Mondiale, imposaient l'ouverture des frontières et une réduction de la demande intérieure. C'est pourquoi l'ouverture à la concurrence mondiale est devenue un étape à franchir pour améliorer la pauvreté.

Susciter et promouvoir les systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection sociale élargie

Au-delà de l'élargissement de l'éventail des perspectives ouvertes à chacun par la transformation de leur environnement, une forme plus fondamentale d'affranchissement de la pauvreté consiste à mettre en place les capacités humaines telles que la promotion de la qualité d'éducation et l'amélioration d'état de santé d'un individu.

➔ L'éducation

L'éducation est une section très importante pour éliminer la pauvreté. Entre autre, l'éducation de base constitue une somme de connaissances nécessaires pour améliorer la qualité de la vie pour soi-même et pour les autres, ainsi que pour servir de base à l'éducation continue.

➔ La santé

La pauvreté monétaire et la mauvaise santé sont étroitement liées. Ceux qui vivent dans des logements insalubres, sans accès à l'eau potable et aux réseaux d'assainissement ni au centre de santé primaires sont plus exposés à tomber malades. Ainsi l'objectif d'une stratégie en matière de santé est l'amélioration de l'accès des malgaches, plus particulièrement les pauvres aux services de santé et de les protéger des maladies.

CHAPITRE II : ANALYSE CRITIQUE ET SUGGESTIONS DE LA STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Les objectifs présentés dans les différents axes ne valent rien sans la réalisation. Ainsi ce dernier chapitre traite les relations associées aux différentes problèmes existants et impacts observés. Viennent ensuite les recommandations appropriées.

Section 1 : Réalisations de la stratégie

Dans la réalisation d'une stratégie, souvent on doit faire à des problèmes.

1 –1 Problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de la stratégie

Dans le cadre de la Gouvernance :

Le gouvernement est l'acteur principal. Est doit parvenir

✓ *A Assurer une bonne gouvernance et réussir la lutte contre la corruption*

La bonne gouvernance est une assurance pour la réussite de toute action de lutte contre la pauvreté. L'atteinte d'une bonne gouvernance et la réussite de la lutte contre la corruption reste encore illusoire pour le cas de Madagascar. Premièrement, l'obstacle réside dans la mentalité de chacun d'entre-nous ; face au dénuement parfois nous ne contrôlons plus nos actes et nous sommes fragiles devant les tentatives, les quelles ne font qu'aggravent la pauvreté.

Bien que l'Etat ait mis en place un système de contrôle au niveau des organes administratifs : BIANCO. La population n'est pas encore sensibilisée en la matière. De plus, le citoyen n'a pas l'habitude de porter plainte contre ces actes en le surprenant.

✓ *Au respect de la démocratie :*

Malgré les efforts pour les réformes et le renouvellement du système administratifs, dans l'harmonisation des affaires étatiques, la persistance de conflit politique reste encore une flamme à éteindre. Il n'est pas du tout étonnant si la population malgache n'arrive pas encore à s'échapper de la pauvreté. En effet, une crise électorale règne toujours dans notre pays. Et par conséquent, le manque à gagner attarde notre décollage économique. Par exemple la crise économique de 2002 constaté par tous et qui a provoqué des dégâts économique, sociaux, politiques. De plus les citoyens ont chacun leurs idées chacune sur la compréhension de la démocratie, si bien que la violation de la démocratie risque de nuire à l'adoption des stratégies.

L'instauration d'un Etat de droit

Cet état de droit laisse à désirer puisque la grande partie des affaires, lesquelles doivent être soumises à des règles judiciaires, connaît le problème de corruption. En outre l'abus de pouvoir entrave l'application de la loi. La maîtrise de l'encadrement des actes illégaux nécessite encore des réformes stratégiques.

La décentralisation et la déconcentration

L'économie malgache est fortement frappé par un handicap financier, si bien que l'Etat a recours à l'encadrement. En effet, les stratégies de la décentralisation et de la déconcentration nécessitent des moyens financiers, capables de faire réaliser les objectifs (autonomie financière, formation en matière de gestion....). Cependant, l'endettement provoque toujours des déficits avec le problème de la fluctuation de cours qui s'accroît de temps en temps et abîme l'équilibre macro-économique. Il est à noter aussi le problème de l'information concernant la considération des idées des pauvres et leurs aspirations (manque de moyen de communication, enclavement de certaines zones...)

La croissance économique :

Faire accélérer la croissance économique équivaut à réduire la pauvreté. L'énorme potentialité dont Madagascar dispose, lui permet d'atteindre cet objectif mais le problème réside tout d'abord sur la sous-exploitation de ces richesses.

Au niveau de la macro-économie :

Madagascar connaît souvent une instabilité macro-économique.

En matière de la balance commerciale, il enregistre toujours un déficit. L'année 2004 a été caractérisé par le creusement de déficit de l'ordre de 80,88% ¹⁹. Depuis 1993, Madagascar n'a jamais eu un excédent jusqu'en 2004 ; sauf l'année 2001 qui a été soldé en excès de 11.6 ²⁰ millions de DTS. Tout cela s'explique par le fait que, la monnaie malgache se déprécie de temps en temps, si bien que la valeur des importations soit élevée, d'où le déficit commercial. De plus , cette dépréciation peut favoriser l'inflation qui, par la suite, induit une hausse de taux de change effectif réel, laquelle n'est pas rentable face à la compétitivité à l'échelle mondiale.

En matière de recette fiscale :

L'ouverture internationale pourrait conduire une baisse de revenu fiscal et un déficit budgétaire. Cela s'explique par le fait que, le fonctionnement administratif de l'Etat malgache dépend de la somme du revenu en question.

Pour le secteur tourisme :

La dépréciation n'engendre pas seulement le déficit commercial, mais également la diminution de l'entrée de devises provenant des activités touristiques. De même l'insuffisance voir la faiblesse des infrastructures existantes à Madagascar constitue un facteur non incitatif avec l'insécurité sociale et les diverses maladies.

¹⁹ , 20 CREAM/les effets de la dépréciation de la monnaie Malgache et le taux de change après la mise en place du MID

Pour le secteur minier

Les produits miniers constituent une source d'entrée de devises si l'exploitation est bien gérée (en matière judiciaire, l'autorisation d'exploitation...). Cependant, l'existence de différents actes de fraudes réduisent l'opportunité que l'Etat pourrait en tirer, d'où la diminution de la valeur ajoutée.

Pour l'agriculture, l'élevage, la pêche:

La promotion de ces secteurs connaît des problèmes tels que:

Pour l'agriculture, les techniques de production restent archaïques et les canaux d'irrigation insuffisants ou même inexistant entravent l'amélioration du rendement.

Avec les prix des produits primaires très fluctuants, les exportations agricoles n'apportent pas le profit attendu. De plus, Madagascar est une île fortement frappée par les aléas climatiques, lesquels produisent des dégâts économiques;

Le problème qui réside dans les normes et la qualité constituent un des handicaps connus par les produits primaires malgaches (vanille, viande bovine, produits halieutiques...)

Pour l'environnement:

Les ressources foncières communes sont vitales et survies voire même source de revenu pour les pauvres. La population malgache a l'habitude de considérer le forêt comme une source vitale de combustible et de matériaux. Cependant, la croissance démographique conjuguée à la demande croissante de combustible a mis beaucoup de forêt en péril.

D'ailleurs, l'utilisation abusive de cette richesse n'engendre que des impacts négatifs sur les ressources naturelles (disparition des animaux endémiques et les plantes médicinales).

Concernant les infrastructures économiques, le non assainissement des villes et le développement des infrastructures urbaines restent une tâche à réaliser, la médiocrité de qualité de service dans le port n'est pas favorable aux exportations.

L'énergie qui constitue l'un des secteurs clés reste peu développée. La JIRAMA, qui est la seule industrie produisant de l'énergie électrique monopolise la distribution. De ce fait, la qualité de service n'est pas satisfaisante (l'existence de délestage dans certaines régions qui pourrait entraîner des pertes en matières de productions nécessitant de l'énergie électrique...)

Tout cela n'est pas suffisant, il faut ajouter les propositions suivantes:

- Amélioration des taux d'investissement:

Réduire la pauvreté nécessite un niveau important d'investissement. Or, nous savons tous que, nous n'avons pas assez d'argent pour en faire une épargne. En effet, le phénomène de l'endettement est incontournable. Nous avons vu ultérieurement, l'endettement nefait que creuser le déficit: la situation macro-économique n'est pas saine.

- Dynamisation de secteur privé:

Dynamiser le secteur privé afin qu'il puisse participer à la promotion des investissements. Le secteurs privé effectue de grand nombre de tâches dans la lutte contre la pauvreté. La promotion des investissements privés, nationaux et étrangers reste réduite (faute de la stabilité macro-économique). Dans ce volet, le gouvernement effectue une tâche très importante, le fossé qui reste entre tes recettes et les dépenses publiques constitue un des obstacles majeurs, empêchant la promotion des investissements nationaux.

- Dans le cadre du développement humain:

Une stratégie qui a pour but de réduire la pauvreté doit mettre l'éducation et la santé au premier plan. Mais pour ce faire, il faut assurer l'éducation de base à tous les malgaches "éducation pour tous"

Sur ce volet, les pauvres sont les premiers à être ciblés. Mais le problème est, même si les enfants issus de familles pauvres ont l'opportunité d'aller à l'école, les parents ne font rien pour les encourager. Pour eux le temps d'aller à l'école n'est qu'une perte de temps, et que le mieux à faire c'est de les aider.

Bien que le gouvernement ait mis dans son programme, le rubrique "éducation pour tous", il reste à stimuler la motivation des enfants pour aller à l'école.

- assurer la qualité de l'enseignement à tous les niveaux:

L'école publique surtout le premier cycle n'a pas de bonne réputation contrairement à l'université. Le fait de recevoir un montant salarial des instituteurs fait diminuer la qualité

d'enseignement que ces instituteurs peuvent offrir. De plus, la persistance du redoublement désencourage un élève à continuer ses études.

➤ Promouvoir la santé de la mère et de l'enfant

La mère est exposée au danger. Comme l'enfant dépend plus de sa mère, la santé de la mère affecte celui de son enfant. Dans le milieu rural surtout, l'état de santé de ces deux là sont en danger. A cause de la pratique traditionnelle, quand une mère va accoucher, elle ne va pas chez un centre sanitaire, mais elle se contente d'être accouchée par une mère (renin-jaza) du village. L'enclavement de la zone favorise l'accès au centre sanitaire en cas de besoin.

➤ Intensifier la lutte contre la malnutrition

La malnutrition est en parfaite corrélation avec la pauvreté monétaire . En d'autres termes faute du revenu assez suffisant, un individu surtout un enfant risque de mourir avant l'âge de 5 ans. Il n'y a pas assez d'activités qui assure la distribution nutritionnelle au niveau d'une localité

➤ Renforcer la lute contre les maladies transmissibles

Les pauvres sont plus exposées aux diverses maladies. Du fait de son lieu d'habitation très insalubre, les maladies transmissibles telles que peste, choléra ... ont pour origine , la saleté de l'environnement de l'habitation. Les pauvres ont peur d'aller au centre sanitaire quand ils tombent malades, parce que d'abord , ils n'ont pas mis de l'argent de coté pour pouvoir payer la consultation, et acheter de médicaments. Ensuite, ils pensent qu'ils vont être discriminés.

- renforcer la lutte contre les maladies non transmissibles:

être malade donne un sentiment d'inconfort, un handicap pour la personne malade et sa famille. Non seulement, le malade a peur d'aller chez le docteur mais également, le nombre de médecins ainsi que le docteur spécialiste sont très réduits.

L'accès à l'eau potable est l'une des sources de santé, c'est en effet la personne qui n'a pas l'accès à l'eau est beaucoup plus vulnérable.

1-2-impacts de la stratégie:

Vue l'ampleur de la pauvreté qui persiste encore aujourd'hui, et malgré les différentes stratégies mises en place, nous pouvons en déduire que globalement les objectifs ne sont pas atteints. Néanmoins quelques améliorations sont constatées.

-Au niveau de la bonne gouvernance:

la lutte contre la corruption a connu une légère efficacité: le ménage ne consacre que 3.6% de son revenu pour la corruption au niveau de la fonction publique

-Au niveau de la croissance économique: Madagascar est encore dans une situation critique, il est classé au 146^{ème} rang sur 177 pays membre en 2005²¹. L'objectif sur la croissance économique n'est pas atteint : 4.6 en 2005 (contre 8 à 12)

Quelques améliorations ont été réalisées au niveau des infrastructures routières:

- Construction et entretien de route nationales 808 km
- Construction et entretien de route secondaire 977km
- Taux de satisfaction des usagers, selon les différents types de transports: voyageurs 40%, activité marchande 55%

Le nombre de la micro-finance a été augmenté d'un ordre de 6% en 2005

Au niveau du développement humain:

- Le taux d'analphabétisation (pour les personnes âgées), et le taux d'analphabétisation (pour la population totale) sont respectivement 48% en 2006, et 37% en 2005;

²¹ MAP

au niveau de l'enseignement primaire:

- le taux de redoublement est de 20% en 2006;
- le taux d'inscription 31% en 2006;
- le taux d'assiduité 19% en 2006

Au niveau de l'enseignement secondaire, formation professionnelle et technique:

- Le taux d'inscription est de 9%;
- Le taux d'assiduité 7%;
- Le nombre des élèves qui suivent la formation professionnelle est 0.35% soit 350 parmi 100 000

42% des enfants moins de 5 ans sont victimes de la malnutrition;

95.2% des enfants moins de 1 an sont vaccinés contre les maladies transmissibles (tuberculose)

Taux de mortalité infantile à la naissance 32%:

Le taux d'utilisation de méthodes contraceptives est plus élevé chez la population toute en âge que chez les jeunes. Ils sont respectivement 18% et 15%

Le taux d'accès à l'eau potable est de 35%.

Nous avons pu constater de légères améliorations presque dans tous les secteurs, mais ces améliorations ne sont pas suffisantes. C'est pourquoi nous sommes encore classés parmi les plus pauvres du monde

Mais pourquoi cette défaite ? Que faut-il pour sortir de ce dénuement ? Aussi quelques recommandations sont-elles avancées;

Section 2: Recommandations pour réduire la pauvreté

2-1 En matière de gouvernance, c'est le gouvernement qui, doit prendre les différentes mesures nécessaires et appliquer toutes les lois en vigueur. Par exemple:

la lutte contre la corruption, le gouvernement doit sensibiliser les citoyens. Mais comme la corruption est un acte qui ne peut se produire qu'avec deux parties prenantes, la lutte

contre la corruption doit émaner de chaque citoyen, sans discrimination professionnelle ni de classe sociale.

Le gouvernement doit en outre , mettre en place une fonction publique transparente et efficace au service des citoyens.

Pour faire respecter la démocratie, le gouvernement doit favoriser d'abord le droit de l'homme en lui donnant des opportunités aux séries des formations sur les lois et les règlements.

La libre expression doit être mise à jour, il en est de même de la liberté de presse et de la .professionnalisation des journalistes.

L'instauration de l'Etat de droit doit être suivie par l'assurance d'une justice équitable et respectueuse au sein de chaque citoyen.

La poursuite de la décentralisation et déconcentration doit être renforcée afin de rendre les communes plus responsables pour la gestion des différents services existants.

2-2- Dans la recherche de la croissance économique

Eviter à tout prix l'instabilité macro-économique . pour ce faire , l'Etat:

- Entamer à la restructuration de la politique économique en maîtrisant la forte expansion de la masse monétaire afin d'éviter l'inflation, et aussi l'accroissement de la dépense publique dans le but de réduire le déficit budgétaire;
- Promouvoir une politique monétaire crédible pour inciter les investisseurs privés à mener et à renforcer les activités productives: les investisseurs privés ont comme préoccupation la flexibilité du taux d'inflation;
- Saisir les nouvelles opportunités offertes à Madagascar dans le cadre de l'ouverture internationale

Opportunités commerciales existantes:

Même si la situation du PMA est loin d'être enviable, les différents arrangements multilatéraux leur accordent une place privilégiée. Ce système que l'on appelle Système Généralisé des Préférences (SGP) permet aux pays moins avancés (PMA) de promouvoir leurs exportations vers les Pays développés. Malgré la constatation de non respect de ce système par l' UE, l'AGOA accorde aussi ce même privilège à tous les pays d'Afrique.

° Tirer profit de l'AGOA

Tirer profit de l'AGOA ne signifie pas seulement exporter des marchandises aux Etats-Unis en franchise de droit de douane mais attirer l'attention des compagnies américaines sur les pays, ce qui pourrait entraîner à terme le développement des IDE.

° Promouvoir l'intégration régionale

L'intégration dans l'économie mondiale pourrait constituer une source d'IDE ou d'infrastructures à l'échelle régionale lesquels favorisent la recherche de la croissance économique. Pour ce faire , il faut adopter des stratégies pour attirer les IDE.

Pour y parvenir, l'Etat doit faire en sorte que :

- Le pays ait une bonne image envers l'extérieur surtout les investisseurs;
- Le risque soit bien encadré;
- Les mains d'œuvres aient une qualification ;
- Les investisseurs n'aient pas tant d'influence sur la prise de décisions politiques.

° Exploiter toutes les potentialités dont Madagascar dispose en terme d'avantages comparatifs, en s'orientant vers des produits et des services, dans lesquels le pays est le plus performant, pour pouvoir s'affirmer et acquérir une place sur le marché, et surtout se préserver des chocs conjoncturels.

° Diversifier la base de produits d'exportation en favorisant surtout les exportations des produits semi-finis pour garder le maximum de valeur ajoutée dans le pays, et ne plus se contenter d'exporter des produits de rente à l'état brut qui sont fortement dépendants de la fluctuation des prix des matières premières sur le marché international.

Exploiter de manière rentable les produits énergétiques et miniers (jatropha, nickel cobalt, ilménite,...)

2-3 Amélioration du bien être

En matière d'éducation, renforcer les efforts fournis par l'Etat en faisant participer les pauvres dans le respect de droit des enfants (droit d'aller à l'école). Pourtant, le problème financier malgache fait appel à l'intervention des divers institutions (bailleurs de fonds, ONG, associations caritatives...). Cela nous montre bien l'engagement commun.

Promouvoir la formation des enseignants afin d'actualiser le programme éducatif, et matérialiser l'enseignement avec des éléments adéquats au besoin de l'heure actuelle (matériel informatique).

En matière de santé :

- le gouvernement doit sensibiliser les personnels de l'hôpital et ceux de la maternité à assurer la qualité de leurs services;
- les femmes enceintes doivent suivre au fur et à mesure les conseils que les médecins leur suggèrent.
- Faire participer les pauvres : la meilleur façon d'aider les pauvres en prenant en main leurs destins, c'est de multiplier les chances pour chacun d'eux de gagner sa vie. Ainsi, il faut fournir aux pauvres des moyens d'avoir des emplois, d'augmenter leur revenu pour leur permettre de lutter contre la malnutrition.

CONCLUSION

L'étude faite sur la pauvreté repose sur le fait que la pauvreté peut être vue sur 2 facettes: revenu et développement humain. Selon la Banque Mondiale dans son ouvrage " agenda pour la croissance et la réduction de la pauvreté " le rythme d'accroissement de la population est six fois supérieur à celui du PIB pendant les trois dernières décennies.

La baisse continue du PIB par habitant du pays et l'accroissement de la population pauvre à Madagascar sont en contradiction avec ses potentialités économiques.

Pour combler ce fossé, les autorités locales combinant avec les institutions financières internationales ont adopté des stratégies pour lutter contre la pauvreté, depuis vers la fin des années 80 mais hélas jusqu'à maintenant notre pays se trouve encore dans une condition très critique.

Le problème réside dans la réalisation des objectifs et celle des axes stratégiques. Le lourd handicap que Madagascar possède, reste un obstacle pour le développement. En effet il est à recommander l'union des forces de chacun d'entre nous pour permettre des ressources réelles tant financières que celles qui sont incarnées par les gens et les institutions, leur expérience, leur savoir et leur imagination. De ce fait nous pouvons envisager une lutte vise à réduire la pauvreté. Mais est ce qu'est possible pour Madagascar d'en sortir compte tenu du déficit et de la discontinuation de la stratégie

Annexe 1 : contribution des branches et sous secteurs à la croissance du PIB

	97-98	98-99	99-00
Variation annuelle PIB (en %)	3.9	4.7	4.8
Contribution :			
-activités liées aux exportations	1.54	0.80	2.17
-activités liées au tourisme	0.97	0.88	0.33
-activités liées au commerce	0.59	0.67	0.90
-activités liées à la construction du BTP	0.39	0.45	0.43
-activités liées à l'agriculture	-0.26	0.80	-2.24
-industries (Hors ZFI)	0.52	0.22	0.44

Source: DGB/MEFB

Annexe 2 :indicateur de développement humain :

Indicateur	National	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Toliara	Antsiranana
IDH	0.481	0.515	0.356	0.427	0.383	0.382	0.444
ISDH	0.460	0.493	0.333	-0.405	0.362	0.360	0.424
Ecart %	-4.6	-4.3	-6.5	-5.4	-5.5	-5.8	-4.5

Source : DSRP 2003

Liste des abréviations

AEPAM :	Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement du Milieu
AGOA :	Africa Growth and Opportunity Act
BIANCO :	Bureau Indépendant d'Anti-Corruption
CEG:	Collège d'Enseignement Général
CISCO :	Circonscription Scolaire
CREAM :	Centre de Recherche d'Etude et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar
CTD:	Collectivités Territoriales Décentralisées
DSRP:	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FMI:	Fonds Monétaire International
IDE:	Investissement Direct Etrangers
IDH:	Indicateur de Développement Humain
INSTAT:	Institut National de la Statistique
IPF:	Indicateur de Participation des femmes
ISDH :	Indicateur Sexospécifique de Développement Humain
MAP:	Madagascar Action Plan
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PAIGEP:	Projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique
PAS:	Programme d'Ajustement Structurel
PIB:	Produit Intérieur brut
PMA:	Pays Moins Avancés
PNAE:	Programme National pour l'Amélioration de l'Education
PNARS:	Plan National de l'Action pour le Redressement Social
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA:	Parité de Pouvoir d'Achat
RMDH:	Rapport Mondial du Développement Humain
SGP:	Système Généralisé de Préférence
SNLCP:	Stratégie Nationale pour la Lutte Contre la Pauvreté
SSPA:	Stratégie Sectorielle et Plan d'action pour l'Assainissement
TMI:	Taux de Mortalité Infantile
UE:	Union Européen

BIBLIOGRAPHIE

Rapport

Banques Mondiale:

- "Ensemble réduire la pauvreté" Paul Signogneau/Mad production, juillet 2001
- "Evaluation de la pauvreté" tome 1 et 2, Banque Mondiale, juin 1996
- "Madagascar un agenda pour la croissance et la réduction de la pauvreté" Banque Mondiale, octobre 1998
- "Miracle de l'Asie de l'Est" Banque Mondiale, octobre 2000
- "Résumé de la réduction de la pauvreté et de la banque Mondiale" Banque Mondiale, 1994
- "Partenariat Madagascar –Banque Mondiale" Paul Signogneau, Juillet 2001

PNUD Madagascar

- "Rapport National sur le développement humain 2003:genre, développement humain et pauvreté".

PNUD et INSTAT

"Tableau de bord social" Niag 2003

Ouvrages

RAVALLION Martin : "Comparaison de la pauvreté " Banque Mondiale 1996

R. Chambre, "Développement rural: la pauvreté cachée" ed karthala CTA, 1999

Autres

- Repoblikan'i Madagasikara: "Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté" Mars 2003
- Secrétaire National à l'autopromotion et au développement : "Stratégie Nationale de lutte contre la pauvreté 2000-2015 " (version préliminaire) 28 janvier 2000

Auteur : RASOAMAHEFA Zenniah Marie Florentine
Adresse : Lot IIC 11 Manjakaray Antananarivo 101
Tél. : 0331120943
Encadreur : Madame RAJAOSON Lalao
Thème : **Madagascar et la lutte contre la pauvreté : un engagement commun**
Spécialité : Economie sociale

Résumé

Depuis quelques décennies, les gouvernements qui se sont succédés à Madagascar ont mis en œuvre divers programmes de lutte contre la pauvreté comme le PNARS, le DSRP,...et plus récemment le MAP qui sera concrétisé prochainement.

Mais malgré les diverses stratégies déjà appliquées, un grand nombre de la population malgache vit encore dans un état de dénuement et de précarité témoignant du fait que le pays n'a pas encore pu se libérer de l'emprise de la pauvreté.

Pour être efficace, les mesures adoptées devront faire l'objet d'un engagement commun de divers acteurs tant publics que privés et surtout les pauvres eux-même. Et l'amélioration du niveau de vie de la population ne sera envisageable que si chacun assure pleinement son rôle respectif dans le processus de lutte contre la pauvreté.

Mots clés: lutte contre la pauvreté, stratégie, dénuement, précarité, pauvreté, engagement commun, acteurs, niveau de vie, rôle respectif.

Nombre de pages: 53

Nombre de tableaux: 4

Nombre de graphiques: 2